



COMMUNIQUE DE PRESSE

mardi 15 février

Nos organisations n'ont cessé d'alerter les services de l'Éducation Nationale tant au niveau national que départemental sur la situation dramatique de l'École dans notre département, sur l'épuisement et la souffrance des équipes qui atteint un niveau inédit depuis la reprise de janvier, sur les directrices et directeurs qui craquent. L'École n'est plus l'École et vit un chaos indescriptible, les personnels sont entravés dans leur travail et la profession subit un mépris sans limites de la part de son ministre.

C'est dans un contexte très dégradé que la colère et l'exaspération des personnels des écoles, y compris des cadres de l'EN, et des parents d'élèves se sont exprimées dans le mouvement social du 13 janvier dernier. Cette mobilisation historique a permis de mettre en cause publiquement la responsabilité du ministre et du gouvernement dans cette situation chaotique et de mettre en avant l'étendue des dégâts d'une politique éducative néolibérale et d'austérité pour le Service Public d'Éducation menée tambour battant sans préoccupation de l'urgence et des besoins du terrain.

Au-delà de la colère légitime, des protocoles intenable et de l'exigence d'une communication respectueuse, ce sont les revendications d'une amélioration des conditions d'enseignement, d'une considération de la professionnalité et de moyens pour que l'École fasse École dans une société plus juste et solidaire, qui se sont exprimées.

La forte mobilisation a contraint le ministre à faire des annonces comme le recrutement de 800 personnels sur la liste complémentaire. Au regard des besoins, cela reste très insuffisant en l'état pour changer le quotidien dans les écoles. Par exemple, pour le Tarn, le recrutement sur la liste complémentaire ne concerne... aucun personnel.

Or, le bilan aujourd'hui dans notre département, ce sont des milliers d'heures d'enseignement perdues depuis deux ans, c'est toujours une centaine de classes non remplacées et donc fermées chaque jour, mais aussi des enseignant.es détourné.es de leur mission ordinaire, des contractuel.les sans formation dans les classes, une formation complètement inexistante.

Alors comment comprendre la dotation départementale de 0 poste ?

Comment comprendre les économies réalisées depuis deux ans par le Ministre de l'Éducation Nationale ?

200 millions d'euros correspondraient à la création de 4000 postes ! Notre Ministre en est à 675 millions d'économies !

Nos organisations avec des élus du conseil régional, du conseil départemental et des maires ont donc décidé de boycotter le CDEN.

Nos organisations n'acceptent plus ce cadre de discussions. Avec 0 postes, ce qui est prévu par la DASEN ce sont 18 fermetures, 10 ouvertures et la création d'un seul poste de remplaçant !

Avec 0 poste, non seulement la réduction des effectifs dans les classes de GS, CP et CE1 et des GS en Éducation prioritaire ne sera pas possible mais ce sont des écoles qui vont voir leurs effectifs augmenter et de fait la prise en charge des élèves les plus faibles ou qui demandent de l'attention loin d'être à la hauteur de leurs besoins. Ainsi, en fermant une classe dans les écoles comme JBC Carmaux, Blayes ou Mazicou, c'est aussi remettre en cause toute l'aide de la structure d'ULIS puisque les élèves qui en dépendent seront intégrés l'an prochain dans des classes dont les effectifs seront plus importants que cette année.

Aucune création de poste de RASED n'est envisagée alors que pratiquement dans chaque école du département des signalements et des demandes d'aide sont effectuées par les enseignants auprès des enseignants spécialisés.

Pour éviter de maintenir une ouverture ou pour éviter d'ouvrir, des accords sont pris entre la DSDEN et les mairies : ainsi, les élèves qui dépendent d'une école sont automatiquement inscrits dans une autre école, sans que les parents soient avertis de leurs droits !

De la priorité à l'École, nous en sommes loin.

Dans ce cadre-là, nos organisations demandent au Ministre de l'Éducation Nationale une augmentation conséquente du nombre de postes au niveau national et donc de la dotation tarnaise permettant l'annulation de toutes les fermetures, l'ouverture des postes nécessaires, l'accueil des TPS dans des conditions acceptables, la prise en compte des élèves d'ULIS, la création des postes de remplaçant.es nécessaires pour les absences et pour permettre une réelle formation, la reconstitution des RASED.

Cela représente des centaines de postes. Voici ce que devrait être, selon nos organisations, la dotation indispensable au fonctionnement de l'École dans notre département.

Pour ce faire, nos organisations demandent le ré-abondement de la liste complémentaire et la titularisation immédiate de tous les contractuel.les qui le souhaitent.

Depuis le 13 janvier, les listes complémentaires ont été recrutées. Depuis le groupe de travail sur la carte scolaire, grâce à vos mobilisations, ce sont 3 écoles qui ont échappé à une fermeture par rapport aux propositions initiales. Nous devons continuer !